

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1^{er} trimestre 2023



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 1^{er} trimestre 2023

14 317 défaillances d'entreprises au 1er trimestre 2023

Le nombre de procédures augmente de 43,6 % sur un an, renouant avec les niveaux d'avant crise

- > En hausse de 43,6 % vs. le 1er trimestre 2022, les défauts remontent au niveau du 1er trimestre 2018
- > 10730 liquidations judiciaires directes, au plus haut depuis 2017
- > Fragilité et menace d'emplois pour les PME-ETI : 1125 défaillances, niveau jamais vu depuis 2015
- > Bonne résistance des très jeunes entreprises post-Covid (- 21 %)
- > Les agences immobilières, le commerce de détail et les transports routiers de marchandises sont les plus fragilisés. La construction résiste mieux.
- > Ile-de-France, PACA et Centre-Val-de-Loire retrouvent des niveaux similaires à début 2019



Paris, le 18 avril 2023 |

Le groupe Altaires, expert historique et référent de la data d'entreprise dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 1er trimestre 2023.

Avec 14 317 procédures collectives ouvertes depuis le début de l'année, le niveau des défaillances augmente de près de 44 % par rapport au 1er trimestre 2022. Après être tombées à des seuils historiquement bas en 2021, les défaillances retrouvent désormais des niveaux d'avant crise. La hausse des ouvertures de procédures davantage concentrée en 2022 sur les activités à destination du consommateur se propage également sur celles à destination de l'entreprise. En région, l'Ile-de-France repasse juste au-dessus de 3000 procédures comme début 2019 mais la Bourgogne-Franche-Comté, les Hauts de France, la Nouvelle-Aquitaine, l'Occitanie et les Pays-de-la-Loire sont déjà en ce début d'année au-delà des valeurs de début 2018.

Thierry Millon, directeur des études Altaires : « Avec 14317 défaillances enregistrées, ce premier trimestre se situe dans la moyenne calculée par Altaires sur 25 ans. Une période en trois phases. Du début des années 2000 jusqu'à la crise financière en 2008, chaque premier trimestre comptait en moyenne 12 500 procédures.

La crise des dettes souveraines qui a ensuite secoué l'Europe à partir de la fin 2009 a engendré plus de 17 000 défaillances en moyenne chaque premier trimestre jusqu'en 2017. Depuis 2018, cette moyenne trimestrielle retombe sous 12 500, proche des valeurs d'avant 2008 à la faveur d'une année 2021 au plus bas depuis plus de trois décennies.

Ce début d'année 2023 est donc loin de signer un record de défaillances, toutefois la tendance historique de 2022 (+ 50 %) s'essouffle à peine (+ 44 %). Pire, le référentiel 2019 est déjà parfois dépassé. C'est en particulier le cas pour les PME dont le nombre de défaillances (1125) est désormais comparable au seuil de 2016. Les TPE ne sont pas épargnées, plus des trois quarts (77 %) sont immédiatement liquidées. Le nombre de liquidations directes (10 730) est ainsi au plus haut depuis 2017.

Si la volumétrie des défaillances peut paraître conforme aux attentes, il demeure que le rythme ne ralentit pas et cela sans que les **assignations URSSAF** ne gonflent encore les ouvertures. Amortisseur social et économique durant la Covid, partenaire de la relance pendant la reprise, l'Urssaf reprend désormais progressivement les procédures de recouvrement pour lui permettre à la fois de répondre à sa mission de financement de la protection sociale mais aussi garantir l'équité entre les entreprises. Dans ces conditions, et en dépit d'une meilleure résistance des très jeunes entreprises, le niveau des défaillances d'entreprises devrait, comme envisagé il y a quelques mois, avoisiner voire dépasser le seuil des 55 000. »

Les défaillances d'entreprises retrouvent leur niveau d'avant crise, alors que les liquidations judiciaires directes sont à un niveau historiquement haut

Avec **14 317 entreprises tombées en défaillance au premier trimestre 2023**, le volume de défaillances est en hausse de 43,6 % par rapport à la même période une année plus tôt. La France retrouve ainsi exactement sa sinistralité de début 2018, proche de 2019.

Avec 307 jugements enregistrés ce trimestre, **le nombre de procédures de sauvegarde augmente de 39,5 %**. Toutefois, ce dispositif réservé aux seules entreprises n'étant pas en cessation de paiement, **représente seulement 2,1 % de l'ensemble des procédures**.

Les procédures de **redressement judiciaire (RJ) sont quant à elles en hausse rapide de 49,9 % pour 3280 jugements prononcés**, mais demeurent plus faibles qu'au premier trimestre 2019 (4 057). Elles représentent moins d'un jugement sur quatre (23 %) et concernent des structures de plus grande taille. Depuis janvier 2023, 27 sociétés de plus de 100 salariés ont été placées en redressement judiciaire, alors qu'on en comptait moitié moins un an plus tôt (12).

Les liquidations judiciaires directes **sont également en forte augmentation (+41,9 %)**. Leur nombre (10 730) est ainsi à son plus haut niveau depuis 2017 (10 802).

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} avril de chaque année)

	2019 T1	2020 T1	2021 T1	2022 T1	2023 T1	Evolution T1 2022/2023	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	252	232	170	220	307	39,5%	236
Redressements Judiciaires	4 057	3 061	1 493	2 188	3 280	49,9%	2 816
Liquidations judiciaires directes	9 837	7 609	5 743	7 564	10 730	41,9%	8 297
Total défaillances	14 146	10 902	7 406	9 972	14 317	43,6%	11 349
Total Emplois menacés	44 400	34 500	29 940	30 258	59 074	28 816	39 634
Emplois menacés par entreprise	3,1	3,2	4,0	3,0	4,1		3,5

Une résistance accrue des très jeunes entreprises post Covid

Une entreprise défaillante sur dix a moins de deux ans.

Un ratio particulièrement bas, alors que les entreprises créées pendant la crise sanitaire avaient été près de 2000 à défaillir durant la pandémie.

Elles sont 500 de moins sur ce premier trimestre 2023, et sont pour une écrasante majorité (94 %) des sociétés commerciales.

1520 entreprises de moins de trois ans ont fait défaut, c'est 21 % de moins sur un an. Les sociétés ayant trois années ou plus sont en revanche plus vulnérables, notamment **celles de 6 à 15 ans**. Plus de 5800 ont défailli, soit 68 % de plus qu'un an plus tôt.

Sévère tendance de défaillances pour les PME et les ETI

Près de 13 200 entreprises défaillantes comptent **moins de 10 salariés**. Si ces TPE restent, de loin, les plus nombreuses (92 %), les **PME-ETI** affichent des tendances plus sévères.

1125 sociétés d'au moins 10 salariés ont fait défaut au cours de ce premier trimestre 2023. **Ces défaillances ont bondi de 59 % sur un an** et sont désormais supérieures à celles enregistrées début 2016 (1092).

Le secteur textile-habillement concentre plusieurs défauts de PME ce trimestre.

Il est suivi par le bâtiment, le transport routier de marchandises, la restauration mais aussi des activités sociales en particulier l'aide à domicile et l'action sociale. Dans ces conditions, **59 000 emplois sont menacés** dont 12 000 sur la seule société Orpea qui a sollicité et obtenu l'ouverture d'une procédure de «sauvegarde accélérée». Si on exclut la procédure particulière Orpea, ce sont donc **47 000 emplois menacés : un nombre au plus haut depuis 2017**.

Analyse des défaillances d'entreprises au 1^{er} trimestre 2023 dans les régions

La **Corse** ne comptabilisait qu'une quarantaine de défauts sur les premiers trimestres 2021 et 2022.

Ce nombre a plus que doublé (+ 120 %) début 2023 mais avec 88 défaillances, la région est à peine au-dessus du niveau de 2020.

Dans cinq régions, en revanche, le niveau des défaillances de ce premier trimestre 2023 **dépasse celui observé début 2018**.

La **Nouvelle-Aquitaine** et l'**Occitanie** enregistrent environ **1320 ouvertures** de procédures chacune, un nombre en hausse de, respectivement, **+ 55 % et + 48 % sur un an** et désormais supérieur aux 1260 défauts enregistrés début 2018. Dans les **Hauts-de-France**, la barre du millier de défaillances (**1173 ; + 40 %**) a là aussi été franchie pour la première fois depuis début 2019, dépassant même le niveau de T1 2018 (1106).

C'est également le cas des **Pays-de-la-Loire** (**636 ; + 48%**) et de **Bourgogne-Franche-Comté** (**526 ; + 45 %**) qui dépassent d'une quinzaine d'unités les valeurs de début 2018.

En **Auvergne-Rhône-Alpes**, la barre des 1700 défauts est atteinte (+ 48 %) soit **une centaine de plus que début 2019** et seulement une dizaine de moins que début 2018.

Les autres régions sont proches des valeurs du premier trimestre 2019.

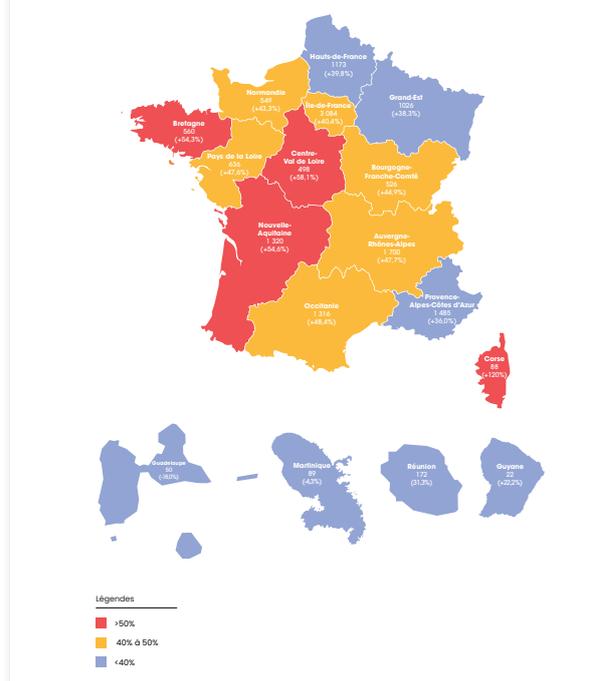
En **Ile-de-France**, **Provence-Alpes-Côte-D'azur** et **Centre-Val-de-Loire** le nombre de défaillances d'entreprise enregistré ces trois premiers mois est **un peu au-dessus des valeurs de début 2019**. En **IDF**, la barre des 3000 procédures est dépassée (**3084 ; + 40 %**) pour la première fois depuis début 2019 (3051). En **PACA**, plus de 1400 jugements (**1485 ; + 36 %**) ont été prononcés comme en 2019 (1410). **Centre-Val-de-Loire** approche 500 procédures (**498 ; + 58 %**) comme en 2019 (490).

Sur les trois dernières régions métropolitaines, le niveau de défauts 2023 est encore inférieur à celui de 2019.

La **Bretagne** (**560 ; + 54 %**) est proche du référentiel 2019 (573) mais la **Normandie** (**549 ; + 43 %**) et le **Grand-Est** (**1026 ; + 38 %**) en sont encore éloignés (respectivement 619 et 1182).

En outre-mer, la **Guadeloupe** (**50 ; - 18 %**) et la **Martinique** (**89 ; - 4 %**) sont dans le vert sur ce premier trimestre 2023. Le nombre de défauts augmente en revanche en **Guyane** (**22 ; + 22 %**) et à la **Réunion** (**172 ; + 31 %**). Aucune de ces collectivités n'est encore revenue à ses niveaux de défauts de début 2019.

Carte d'évolution des défaillances par région au 1er trimestre 2023



Les secteurs d'activité retrouvent au mieux leurs valeurs de début 2019



CONSTRUCTION

La **construction** est à son tour rattrapée par l'envolée des défaillances (3379 ; + 42 %) mais tient encore et demeure sous le niveau de sinistralité de début 2019 (3521). Une performance portée par le **BTP** (2801 ; + 43 %) tandis que l'immobilier est plus en difficulté. Avec 578 procédures (+ 39 %), ce dernier revient à ses valeurs de début 2018. Ce trimestre, la tendance est très sévère pour la **promotion immobilière** (87 ; + 107 %) et l'**agence immobilière** (192 ; + 96 %) qui est au plus haut depuis début 2015 (218).



COMMERCE

Le **commerce interentreprises** repasse au-dessus de 600 défauts (610 ; + 46 %) pour la première fois depuis début 2019 mais demeure sous les 649 de cette période. Deux activités se distinguent. Si les **grossistes alimentaires** (101) remontent à leur niveau de début 2018, ceux des **matériaux de construction** (61) en revanche retrouvent à peine le volume de 2020.

Le **commerce de détail** fait moins bien (1933 ; + 49 %) et remonte déjà aux valeurs de 2018. Le **détail alimentaire** souffre particulièrement (361 ; + 60%) et approche la valeur de 2017 (379).

Les **magasins multi-rayons** (279 ; + 47 %) sont même au-delà des défaillances de 2017. La **vente hors magasin** (294 ; + 41 %) retrouve sa sinistralité de début 2018. Il s'agit pour l'essentiel de ventes sur les marchés et sur les plateformes. En revanche, si les tendances restent fortes, le niveau des défaillances reste en-dessous de 2019 dans le **sport & loisirs** (109 ; + 70 %), le **commerce d'habillement** (287 ; + 66 %) en dépit des défauts de grandes enseignes, et dans le **soin de la personne & optique** (96 ; + 55 %). Le **commerce et réparation de véhicules** (618 ; + 31 %) est sévèrement orienté. Au cours des quinze dernières années, seul le premier trimestre 2014 a comptabilisé un volume comparable.



INDUSTRIE – MANUFACTURIÈRE / AGROALIMENTAIRE

Dans l'**industrie manufacturière** (545 ; + 38 %) les défaillances sont encore un peu moins nombreuses que début 2019 (573). Toutefois, la situation varie selon les activités. Ainsi, la sinistralité revient au niveau de 2020 dans le **bois et matériaux de construction** (44 ; + 47 %) et dans l'**imprimerie** (49 ; + 58 %), approche les valeurs de 2019 dans le **textile – habillement** (52 ; + 33 %) mais dépasse ce référentiel dans la **métallurgie – mécanique** (94 ; + 31 %) voire celles de 2017 dans la **réparation – maintenance** (94 ; + 57 %).

L'**agroalimentaire** est à un plus haut sur plus de dix ans avec 501 procédures (+ 86 %). Le secteur concentre essentiellement la fabrication de **produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes**. 373 procédures (+63 %) ont été ouvertes, un niveau qui n'avait plus été approché depuis début 2017 (382).



RESTAURATION

Le secteur de la restauration (1669 ; + 62 %) enregistre son pire volume de défaillances depuis 2016 (1750).

En **restauration traditionnelle**, l'évolution est encore forte (902 ; + 50 %) mais semble un peu ralentir par rapport aux trimestres précédents. En revanche, la tendance reste vive (699 ; + 80 %) en **restauration rapide**. Les **débites de boisson** (286 ; + 42 %) conservent un niveau de défauts sous celui de début 2019 (327). L'**hébergement** (112 ; + 58 %) retrouve son niveau du premier trimestre 2019.



SERVICES AUX PARTICULIERS

Dans le secteur des services aux particuliers, les **salons de coiffure et instituts de beauté** repassent pour la première fois depuis le premier trimestre 2015 la barre des 500 procédures (507 ; + 44 %).

Dans les **autres activités**, les activités **récréatives**, celles de **santé humaine et action sociale**, et **d'enseignement** comptent désormais plus de 200 défaillances chacune mais se maintiennent néanmoins sous les seuils de début 2019.

Les secteurs d'activité retrouvent au mieux leurs valeurs de début 2019



SERVICES AUX ENTREPRISES

Le secteur des **services aux entreprises** présente une hausse globale de + 38 % pour 1822 procédures, un nombre qui n'avait plus été atteint depuis 2017 (1845). Dans les **services administratifs** aux entreprises, la barre du millier de procédures n'est pas encore franchie (923 ; + 32 %) contrairement à début 2019. En revanche, les défaillances d'entreprises des **activités scientifiques et techniques** (899 ; + 45 %) sont plus nombreuses que début 2018 (868). C'est notamment les cas des activités de **conseil en communication et gestion** et les **services d'architecture et d'ingénierie**.



TRANSPORTS

363 (+ 40 %) **transporteurs de marchandises** sont tombés en défaillance au cours du premier trimestre 2023. La barre des 300 procédures n'avait plus été franchie depuis 2017 (338).

Le **transport routier de voyageurs** affiche une faible augmentation (+ 5 %) du nombre de défaillances d'entreprises, soit 135 procédures un niveau encore en-dessous de la valeur de début 2020 (139).



AGRICULTURE

L'**agriculture** limite la hausse du nombre de défauts sous 3 % à 284, un nombre proche de celui de début 2020 (280).

Plus qu'une normalisation c'est à un fort rebond des défaillances d'entreprises que notre économie doit faire face

Thierry Millon conclut :

« Ralentissement économique, inflation, trésoreries qui s'essouffent, accès au financement plus compliqué... Autant de risques de fragiliser davantage les entreprises les plus faibles mais aussi les PME. Les échéances de plans d'apurement sociaux semblent respectées par la très grande majorité des entreprises comme des indépendants, de même pour les PGE. Mais la dette covid pèse davantage dans un contexte économique défavorable.

Plus qu'une normalisation c'est à un fort rebond des défaillances d'entreprises que notre économie doit faire face. Le retour à la situation avant covid, 2019, est déjà là, c'est désormais 2018 et ses 55 000 défauts qui est en ligne de mire. »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 1^{er} trimestre 2023

1. Statistiques détaillées des défaillances 1^{er} trimestre 2023

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er} trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés** au cours du 1^{er} trimestre 2023 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 1^{er} trimestre 2023

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

1^{er} trimestre 2023

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1^{er} trimestre sur 5 ans (Les données 2022 T1 et 2023 T1 non définitives sont arrêtées au 1^{er} avril de chaque année)

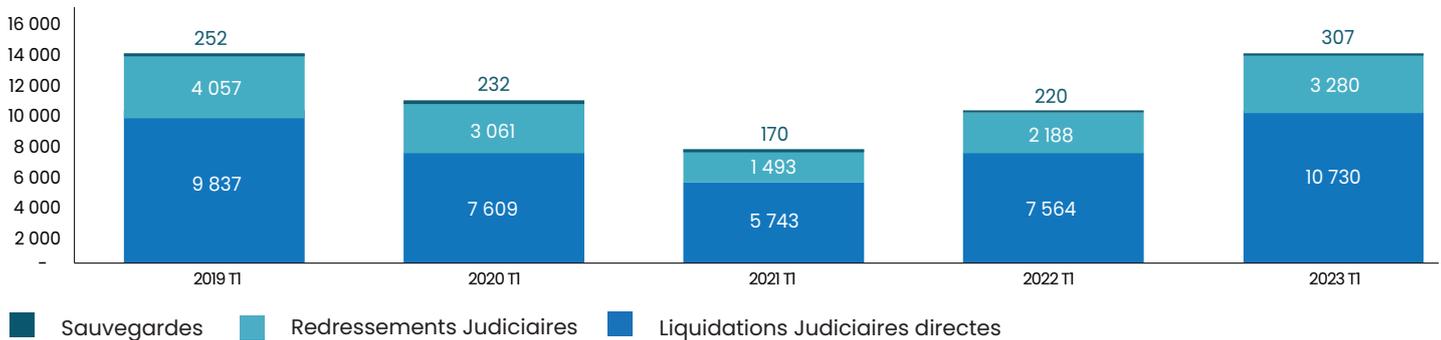
Nombre d'ouvertures	2019 T1	2020 T1	2021 T1	2022 T1	2023 T1	Évolution 2023 T1/2022 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	252	232	170	220	307	39,5%	236
Redressements Judiciaires	4 057	3 061	1 493	2 188	3 280	49,9%	2 816
Liquidations Judiciaires directes	9 837	7 609	5 743	7 564	10 730	41,9%	8 297
Total défaillances	14 146	10902	7406	9972	14317	43,6%	11 349

Taux par nature de procédure	2019 T1	2020 T1	2021 T1	2022 T1	2023 T1	Évolution 2023 T1/2022 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	1,8%	2,1%	2,3%	2,2%	2,1%	-0,1%	2,1%
Redressements Judiciaires	28,7%	28,1%	20,2%	21,9%	22,9%	1,0%	24,8%
Liquidations Judiciaires directes	69,5%	69,8%	77,5%	75,9%	74,9%	-0,9%	73,1%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

Nombre d'emplois menacés	2019 T1	2020 T1	2021 T1	2022 T1	2023 T1	Évolution 2023 T1/2022 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	3 040	1 600	6 424	4 411	14 814	10 403	6058
Redressements Judiciaires	21 300	15 700	10 829	11 301	20 800	9 499	15986
Liquidations Judiciaires directes	20 800	17 200	12 687	14 546	23 460	8 914	17739
Total emplois menacés	44 400	34 500	29 940	30 258	59 074	28 816	39634

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2019 T1	2020 T1	2021 T1	2022 T1	2023 T1	Évolution 2023 T1/2022 T1	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	12,1	6,9	37,8	20,1	48,3	28,2	25,0
Redressements Judiciaires	5,3	5,1	7,3	5,2	6,3	1,2	5,8
Liquidations Judiciaires directes	2,1	2,3	2,2	1,9	2,2	0,3	2,1
Total emplois menacés	3,1	3,2	4,0	3,0	4,1	1,1	3,5

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2022 T1				2023 T1				Évolution 2023 T1/2022 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	136	1 414	5 984	7 534	163	1 956	8 275	10 394	38,0%	79,6%
3 à 5	23	317	926	1 266	36	536	1 429	2 001	58,1%	71,4%
6 à 9	16	139	310	465	41	279	477	797	71,4%	59,8%
10 à 19	19	182	255	456	32	265	388	685	50,2%	56,6%
20 à 49	16	93	80	189	23	179	134	336	77,8%	39,9%
50 à 99	5	31	3	39	9	38	19	66	69,2%	28,8%
100 et plus	5	12	6	23	3	27	8	38	65,2%	21,1%
Total défaillances	220	2 188	7 564	9 972	307	3 280	10 730	14 317	43,6%	74,9%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2022 T1				2023 T1				Évolution 2023 T1/2022 T1	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	28	285	1 614	1 927	26	209	1 285	1 520	-21,1%	84,5%
3 à 5 ans	46	616	2 178	2 840	65	898	3 303	4 266	50,2%	77,4%
6 à 10 ans	51	529	1 733	2 313	74	974	2 875	3 923	69,6%	73,3%
11 à 15 ans	24	300	831	1 155	46	468	1 387	1 901	64,6%	73,0%
16 et plus	71	458	1 208	1 737	96	731	1 880	2 707	55,8%	69,4%
Total défaillances	220	2 188	7 564	9 972	307	3 280	10 730	14 317	43,6%	74,9%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

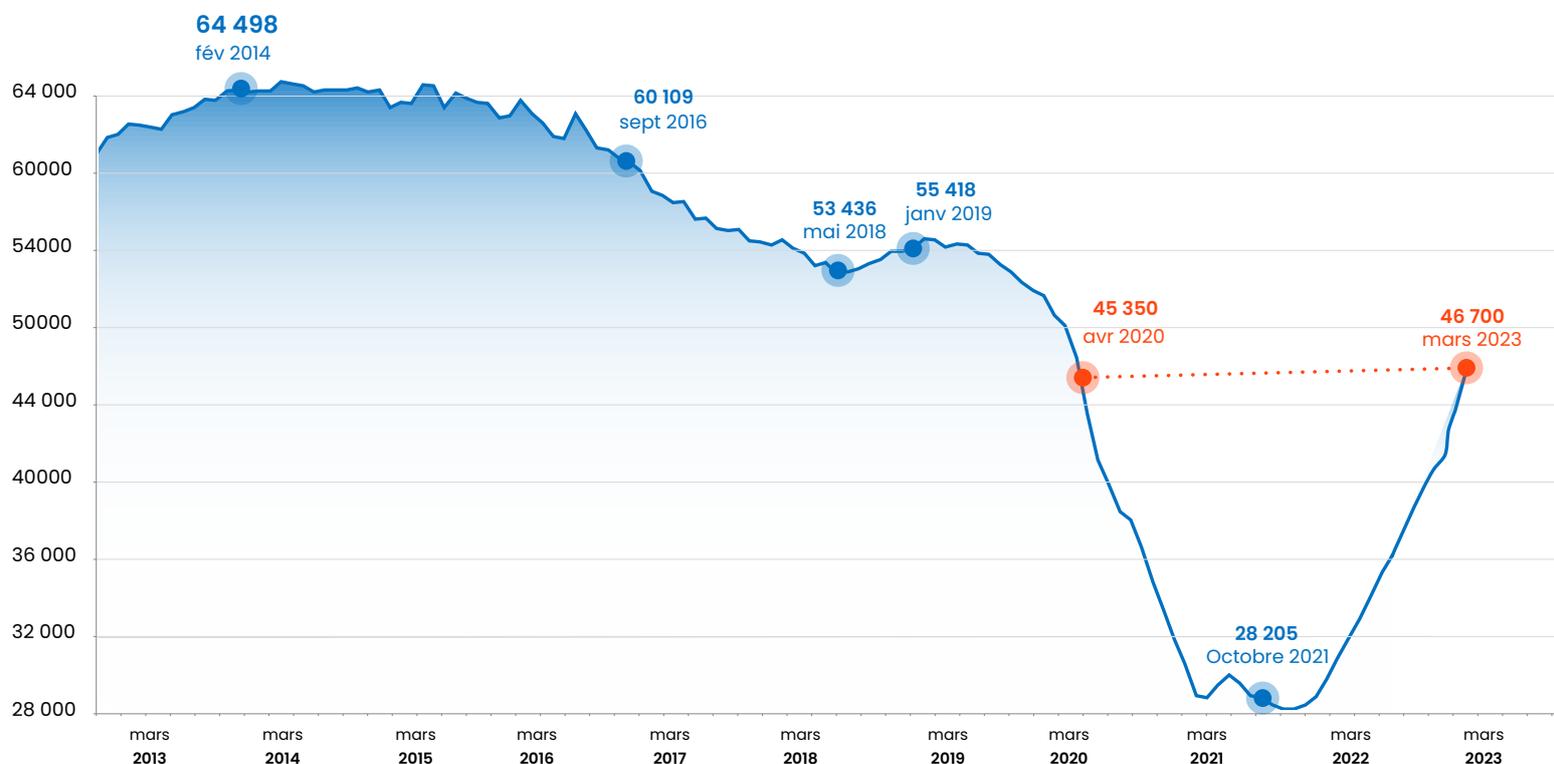
Activité	2022 T1				2023 T1				Évolution 2023 T1 / 2022 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	4	132	140	276	13	150	121	284	2,9%	42,6%
Chasse, pêche, forêt		20	34	54	1	26	31	58	7,4%	53,4%
Culture	2	48	64	114	9	70	46	125	9,6%	36,8%
Élevage	2	64	42	108	3	54	44	101	-6,5%	43,6%
Construction	35	561	1786	2382	35	832	2512	3379	41,9%	74,3%
Bâtiment										
Gros œuvre	6	174	504	684	4	247	730	981	43,4%	74,4%
Second œuvre	10	245	891	1146	15	368	1265	1648	43,8%	76,8%
Travaux Publics	3	34	98	135		50	122	172	27,4%	70,9%
Immobilier										
Promotion immobilière	1	7	34	42	1	18	68	87	107,1%	78,2%
Agences immobilières	1	19	78	98	1	45	146	192	95,9%	76,0%
Autres activités immobilières	14	82	181	277	14	104	181	299	7,9%	60,5%
Commerce	38	389	1760	2187	67	565	2529	3161	45%	80,0%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	8	95	369	472	6	122	490	618	30,9%	79,3%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	4	28	158	190	12	48	219	279	46,8%	78,5%
Détail alimentaire	5	48	172	225	7	72	282	361	60,4%	78,1%
Bricolage & équipement du foyer	2	20	129	151	6	28	157	191	26,5%	82,2%
Sport & loisirs	1	10	53	64	2	25	82	109	70,3%	75,2%
Commerce d'habillement		13	160	173	5	46	236	287	65,9%	82,2%
Soin de la personne & optique	1	10	51	62	6	24	66	96	54,8%	68,8%
Vente hors magasin	1	36	172	209	2	38	254	294	40,7%	86,4%
Carburants & combustibles			3	3		3	8	11	266,7%	72,7%
Autres commerces de détail	7	39	173	219	6	46	253	305	39,3%	83,0%
Commerce Interentreprises										
Centrales d'achat	3	12	43	58	2	17	57	76	31,0%	75,0%
Alimentaire	1	14	60	75	2	18	81	101	34,7%	80,2%
Textile, habillement	1	6	22	29	3	13	42	58	100,0%	72,4%
Biens domestiques		10	49	59	3	20	80	103	74,6%	77,7%
Equipements informatiques & électroniques		4	16	20	2	3	23	28	40,0%	82,1%
Machines & équipements	2	14	44	60		17	58	75	25,0%	77,3%
Matériaux de construction, sanitaire...	1	11	37	49		6	55	61	24,5%	90,2%
Autres commerces interentreprises	1	19	49	69	3	19	86	108	56,5%	79,6%
Industrie	35	198	432	665	27	329	690	1046	57,3%	66,0%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	9	73	187	269	12	149	340	501	86,2%	67,9%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	6	57	166	229	8	103	262	373	62,9%	70,2%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir	1	8	30	39	1	12	39	52	33,3%	75,0%
Bois, matériaux de construction		8	22	30	1	14	29	44	46,7%	65,9%
Imprimerie	1	6	24	31		13	36	49	58,1%	73,5%
Métallurgie, mécanique	5	32	35	72	4	41	49	94	30,6%	52,1%
Énergie, Eau, Environnement	13	8	22	43	2	16	25	43	0,0%	58,1%
Réparation, maintenance	1	18	41	60	1	28	65	94	56,7%	69,1%
Autres industries manufacturières	5	45	71	121	6	56	107	169	39,7%	63,3%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2022 T1				2023 T1				Évolution 2023 T1 /2022 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	9	50	245	304	7	78	354	439	44,4%	80,6%
Services informatiques & édition de logiciels	5	40	177	222	4	50	254	308	38,7%	82,5%
Autres activités information & communication	4	10	68	82	3	28	100	131	59,8%	76,3%
Transport & logistique	6	82	346	434	8	117	435	560	29,0%	77,7%
Transport routier de marchandises	5	61	193	259	7	82	274	363	40,2%	75,5%
Autres activités de transport	1	10	36	47	1	19	42	62	31,9%	67,7%
Transport routier de voyageurs		11	117	128		16	119	135	5,5%	88,1%
Activités d'assurance et financières	10	22	68	100	6	30	128	164	64,0%	78,0%
Activités financières	9	17	55	81	6	25	91	122	50,6%	74,6%
Activités d'assurance	1	5	13	19		5	37	42	121,1%	88,1%
Services aux entreprises	26	275	1016	1317	65	394	1363	1822	38,3%	74,8%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	3	51	154	208	11	67	234	312	50,0%	75,0%
Conseil en communication et gestion	5	23	169	197	13	41	231	285	44,7%	81,1%
Services d'architecture et d'ingénierie	4	41	169	214	15	67	220	302	41,1%	72,8%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	8	48	131	187	16	81	155	252	34,8%	61,5%
Autres services administratifs aux entreprises	5	73	230	308	9	80	300	389	26,3%	77,1%
Sécurité		25	64	89		28	79	107	20,2%	73,8%
Nettoyage de bâtiments	1	14	99	114	1	30	144	175	53,5%	82,3%
Services aux particuliers	6	70	401	477	12	126	543	681	42,8%	79,7%
Activités de réparation	1	7	43	51		13	57	70	37,3%	81,4%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	50	299	352	10	93	404	507	44,0%	79,7%
Autres services à la personne	2	13	59	74	2	20	82	104	40,5%	78,8%
Hébergement, restauration, débits de boissons	31	293	979	1303	41	486	1540	2067	58,6%	74,5%
Hébergement	7	23	41	71	4	36	72	112	57,7%	64,3%
Restauration	20	222	788	1030	32	377	1260	1669	62,0%	75,5%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	<i>17</i>	<i>146</i>	<i>437</i>	<i>600</i>	<i>23</i>	<i>226</i>	<i>653</i>	<i>902</i>	<i>50,3%</i>	<i>72,4%</i>
<i>Dont Restauration rapide</i>	<i>2</i>	<i>66</i>	<i>321</i>	<i>389</i>	<i>7</i>	<i>136</i>	<i>556</i>	<i>699</i>	<i>79,7%</i>	<i>79,5%</i>
Débits de boissons	4	48	150	202	5	73	208	286	41,6%	72,7%
Autres activités	20	116	391	527	26	173	515	714	35,5%	72,1%
Santé humaine & action sociale	1	39	87	127	14	59	138	211	66,1%	65,4%
Activités récréatives	16	39	147	202	6	57	156	219	8,4%	71,2%
Enseignement	1	31	126	158	4	49	170	223	41,1%	76,2%
Autres activités	2	7	31	40	2	8	51	61	52,5%	83,6%
Total défaillances	220	2 188	7 564	9 972	307	3 280	10 730	14 317	43,6%	74,9%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - mars 2013 à mars 2023)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

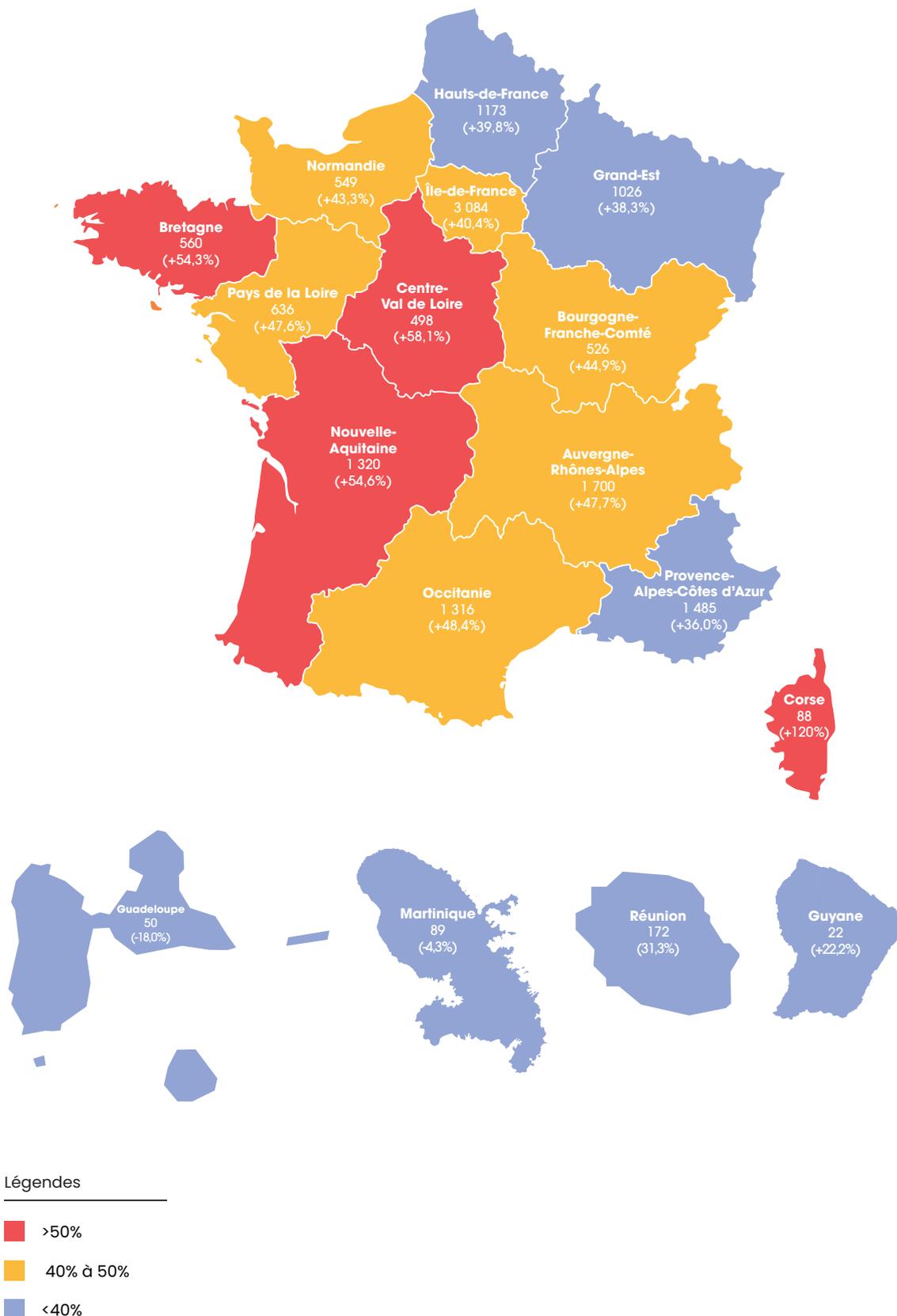
Régions	2022 T1				2023 T1				Évolution 2023 T1 / 2022 T1	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	25	260	866	1151	51	348	1 301	1700	47,7%	76,5%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	12	96	255	363	12	136	378	526	44,9%	71,9%
BRETAGNE	10	88	265	363	7	142	411	560	54,3%	73,4%
CENTRE-VAL DE LOIRE	7	69	239	315	9	157	332	498	58,1%	66,7%
CORSE	2	12	26	40	2	37	49	88	120,0%	55,7%
GRAND EST	14	161	567	742	19	245	762	1026	38,3%	74,3%
HAUTS-DE-FRANCE	16	182	641	839	29	225	919	1173	39,8%	78,3%
ILE-DE-FRANCE	25	351	1 820	2 196	33	531	2 520	3084	40,4%	81,7%
NORMANDIE	13	72	298	383	14	106	429	549	43,3%	78,1%
NOUVELLE-AQUITAINE	26	221	607	854	45	337	938	1320	54,6%	71,1%
OCCITANIE	23	187	677	887	26	312	978	1316	48,4%	74,3%
PAYS DE LA LOIRE	13	78	340	431	19	130	487	636	47,6%	76,6%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	22	316	754	1 092	32	468	985	1485	36,0%	66,3%
GUADELOUPE	2	10	49	61	5	8	37	50	-18,0%	74,0%
GUYANE		8	10	18		9	13	22	22,2%	59,1%
MARTINIQUE	2	21	70	93	1	22	66	89	-4,3%	74,2%
REUNION	8	53	70	131	3	56	113	172	31,3%	65,7%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU		3	10	13		11	12	23	76,9%	52,2%
Total défaillances	220	2 188	7 564	9 972	307	3 280	10 730	14317	43,6%	74,9%

Les défaillances d'entreprises de plus de 30 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 250 salariés au 1^{er} trimestre 2023

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
ORPEA	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	8710A	92	12 424	1 026,7	2021	Procédure de sauvegarde accélérée	mars
GO SPORT FRANCE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	4764Z	38	1 723	351,6	2020	Redressement judiciaire	février
A.D.A.P.A.H. Assoc Départementale Aide	Aide à domicile	8810A	08	564			Redressement judiciaire	janvier
KAPORAL STORES	Commerce de détail d'habillement en magasin	4771Z	13	348	38,3	2021	Redressement judiciaire	mars
SCOPELEC SUD-EST	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	4222Z	83	330	51,5	2020	Liquidation judiciaire	janvier
KOOKAI	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	75	322	30,1	2021	Redressement judiciaire	février
IMONDE9 (André)	Commerce de détail de la chaussure	4772A	92	263	35,5	2021	Redressement judiciaire	février
GROUPE GO SPORT	Activités des sièges sociaux	7010Z	38	257	46,3	2020	Redressement judiciaire	janvier
NAVYA	Construction de véhicules automobiles	2910Z	69	252	9,5	2021	Redressement judiciaire	février
SCOPELEC AQUITAINE	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	4222Z	64	244	24,1	2020	Liquidation judiciaire	janvier
GRIFFINE ENDUCTION	Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	1396Z	95	243	36,3	2021	Redressement judiciaire	mars
SICABA	Commerce interentreprises de viandes de boucherie	4632A	03	102	30,7	2021	Redressement judiciaire	février
HOME SHOPPING	Vente à distance sur catalogue général	4791A	75	61	43,9	2021	Redressement judiciaire	mars
SOCAH DISTRIBUTION	Commerce de gros d'équipements automobiles	4531Z	34	58	35,0	2021	Redressement judiciaire	janvier
TELE SHOPPING	Vente à distance sur catalogue spécialisé	4791B	75	56	55,2	2021	Redressement judiciaire	mars
KAPORAL COLLECTIONS	Commerce interentreprises d'habillement et de	4642Z	13	35	68,5	2021	Redressement judiciaire	mars
SAS CITY GC	Construction d'autres bâtiments	4120B	59	32	35,7	2020	Redressement judiciaire	janvier

Carte d'évolution des défaillances par région au 1^{er} trimestre 2023



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Cécile Latouche
cecile.latouche@coriolink.com
07 82 31 92 68

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 500 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

Paris

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,

Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com